

# Les autocaristes manifestent en masse contre la politique de Paris



Plusieurs fédérations du secteur ont appelé à une manifestation ce mardi, pour laquelle elles disent attendre plus de 300 autocars, dont une cinquantaine de véhicules venus de Belgique, d'Allemagne et d'Italie. Photo Bruno Levy/Challenges-RÉA

**Ils entendent dénoncer l'objectif « irréaliste » de bannir de la capitale tous les cars circulant au diesel à partir de 2020.**

Lionel Steinmann  
@lionelSteinmann

Après les véhicules de transport avec chauffeur (VTC) la semaine dernière, c'est au tour des autocaristes d'exprimer leur courroux en entravant la circulation à Paris. Plusieurs fédérations du secteur ont appelé à une manifestation ce mardi, pour laquelle elles disent attendre plus de 300 autocars, dont une cinquantaine de véhicules venus de Belgique, d'Allemagne et d'Italie. Le rassemblement est prévu à 8 h 30 place de la Nation, avant un départ en cortège à 9 h 30 par le périphérique intérieur pour rejoindre l'École militaire dans le 7<sup>e</sup> arrondissement.

Principale organisatrice, la Fédération nationale des transports de voyageurs (FNTV) entend protester contre le « dogmatisme » de la Mairie de Paris en matière de transition énergétique. Deux mesures sont dans le collimateur des professionnels. Tout d'abord, une hausse jugée « disproportionnée » des tarifs du stationnement des autocars à compter du 2 janvier prochain, « jusqu'à 350 % pour certaines catégories », dénoncent les professionnels. « Cette augmentation sera contre-productive car elle va inciter les entreprises à faire circuler leurs chauffeurs plutôt qu'à se garer », avance la FNTV.

## Pas d'offre alternative

Surtout, la profession est vent debout contre la décision de la Mairie de bannir de Paris, à partir de 2020, tous les cars circulant au diesel. Elle « rappelle une évidence que les élus parisiens ne semblent pas comprendre : les investissements nécessaires pour rendre les véhicules toujours plus efficaces énergétiquement nécessitent du temps. Or, l'échéance fixée à 2020 pour interdire

toutes les motorisations diesel est totalement irréaliste et économiquement irresponsable surtout lorsque l'offre alternative n'existe qu'à titre expérimental pour les autocars ».

De surcroît, explique la FNTV, un autocar représente à l'achat 250.000 euros, et l'investissement s'amortit sur sept ou huit années. Cela ne sera pas possible si la Mairie maintient son moratoire pour 2020, lequel risque de menacer la « santé » de nombreuses entreprises.

« Sous couvert d'une politique électorale, la Mairie de Paris s'obstine à refuser de se confronter à la réalité économique et touristique : sans autocar, pas de groupe de touristes ! » déplorait la FNTV la semaine dernière après l'échec d'une dernière réunion de concertation avec la Mairie.

Les professionnels réclament un moratoire sur la hausse des prix de stationnement, le maintien en circulation des véhicules de normes Euro 5 et Euro 6 – les moins polluants – au-delà de 2020, et la création de nouvelles places de stationnement et de dépose/reprise des touristes. ■